

unité départementale des Côtes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 20 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KERVAL Centre Armor (Ti Valo)**

69 Rue Chaptal  
CS 70556  
22000 Saint-Brieuc

Code AIOT : 0005500309

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement KERVAL Centre Armor (Ti Valo) implanté Zone Industrielle des Chatelets Rue du Boisillon 22440 Ploufragan. L'inspection a été annoncée le 14/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection visait à lever la mise en demeure du 04 novembre 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KERVAL Centre Armor (Ti Valo)
- Zone Industrielle des Chatelets Rue du Boisillon 22440 Ploufragan
- Code AIOT : 0005500309
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exploite des installations de traitement de déchets (compostage de déchets et fabrication de combustible solide de récupération), et de transit et de tri de déchets non-dangereux réglementés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2015. L'établissement est soumis à la directive IED du 24 novembre 2010 pour l'exploitation de son activité de compostage et de fabrication de CSR au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- risque incendie
- gestion de la propreté du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 9.2.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Couverture des zones d'entreposage	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/11/2022 Article 2	/	Sans objet
2	Propreté	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/11/2022 Article 2	/	Sans objet
3	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 9.3.4	/	Sans objet
5	Installation électriques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 9.3.4	/	Sans objet
6	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 9.2.3	/	Sans objet
7	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 9.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités majeures sur les points abordés relatifs à la prévention contre les risques d'incendie. Cependant, l'exploitant doit améliorer ses moyens de lutttes externes contre l'incendie, notamment au niveau du bassin n°2 (cf fiche n°4).

Enfin, le respect des points relatifs à la couverture des zones d'entreposage et la propreté permet de proposer la levée de la mise en demeure du 4 novembre 2022.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Couverture des zones d'entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 04/11/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques, - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;
<b>Constats :</b> Lors de la conception de l'outil industriel, la livraison de vrac CSR (combustible solide de récupération) devait être marginale, hors aujourd'hui, c'est devenu le principal moyen de stockage et de livraison.  L'ancien processus de chargement en extérieur (entrée et sortie du véhicule de chargement) a été modifié. Ainsi l'usage d'une partie du bâtiment 4 bis a été modifié pour permettre le chargement des camions à l'intérieur du bâtiment. Cette modification a été constatée sur place.  L'exploitant souhaite spécialiser le site dans la livraison de CSR sur le format de balles rondes dans un futur proche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 04/11/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les chargements de vrac vont devenir exceptionnels du fait de la spécialisation des usines de Morlaix (vrac GSR) et de Ploufragan (balles GSR). En effet, l'usine de Morlaix dispose d'une zone de chargement fermé et équipé d'un pont-bascule.</p> <p>De plus, des rondes de nettoyage quotidienne (deux fois par jour par une équipe de 4 personnes en début de service) ont été mises en place avec signature d'un registre et les prestations de balayage ont été doublées (soit un passage tous les 15 jours). Lors de la visite, le site était maintenu en bon état de propreté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Systèmes de détection

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 9.3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux de stockage des combustibles solides de récupération (CSR) sont équipés d'un système de détection automatique incendie.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le local de stockage des combustibles solides de récupération (CSR) ne dispose pas encore de sprinklage. Un projet de mise en place à partir de juin 2024 est envisagé.</p> <p>La présence de deux détecteurs incendie a été constatée.</p> <p>Les comptes-rendus de vérifications, maintenance et des tests des détecteurs incendie du bâtiment 4 bis (cathédrale) devront être transmis à l'inspection des installations classées dans la semaine suivant la réception du présent rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 9.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;</li></ul> De robinets d'incendie armés ; [...] <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un bassin d'eau équipée de deux cannes d'aspiration fixes et d'une plateforme stabilisée pouvant accueillir un total de 6 stations de pompage ,</li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</li></ul> Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'installation dispose de trois lagunes, la lagune n°1 est non fonctionnelle ;</li><li>- l'inspection a constaté sur place que la lagune n°2 est en eau et dispose d'un accès signalé ;</li><li>- l'exploitant déclare que la lagune n°2 est enregistrée auprès du SDIS ;</li><li>- La lagune n°1 dispose de deux cannes d'aspiration fixes ;</li><li>- une plateforme stabilisée est présente devant la lagune n°1 ;</li><li>- la plateforme stabilisée est à proximité immédiate de la lagune n°2 ;</li><li>- l'installation dispose de 108 extincteurs répartis sur le site ;</li><li>- l'installation dispose de 26 RIA répartie sur le site ;</li><li>- les rapports de maintenances des RIA et extincteurs dates de janvier 2023 et sont conformes ;</li><li>- <b>l'exploitant doit installer deux cannes d'aspiration fixes sur la lagune n°2 et s'assurer auprès du SDIS que la plateforme stabilisée présente est suffisamment proche de celles-ci.</b></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 9.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

<b>Constats :</b> - l'exploitant à transmis les rapports vérification des installations électrique de février 2023 ; - l'exploitant a transmis à l'inspection les justificatifs des mesures mises en place pour pallier aux anomalies constatées dans les rapports (rongeur mort, poussières et chaleur excessive sur un raccord).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Bâtiments 1,2,3,4,4bis,5 et 10 Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. [...] En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008. L'action de commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. [...] Bâtiments n°6,7,8,9 Les locaux à risque d'incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur à commandes manuelles.  Les commandes de ses dispositifs sont placées à proximités des issues de secours.
<b>Constats :</b> - l'exploitant a fourni lors de l'inspection la fiche datant de janvier 2023 des dispositifs de désenfumage ; - le suivi concernant les bâtiments 1, 2, 3, 4, 5, 6, 9 et 10 est conforme (entretien périodique et maintenance effectuée conformément à la NF) ; - la présence des commandes d'ouverture manuelle a été constatée dans le bâtiment 4bis ; - la codification des bâtiments dans les documents d'entretien diverge des plans fournis par l'exploitant. Ces différences ont été explicitées par l'exploitant ; - l'exploitant devra présenter une codification unifiée de la localisation dans les bâtiments des éléments entretenus dans l'ensemble des documents. Cela permet un meilleur suivi et évite les dérives et manquements lors de l'entretien.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intervention des secours
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.  L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
<b>Constats :</b> - le plan mis à jour des zones à risque incendie et électrique a été transmis à l'inspection lors du contrôle. - les zones à risques sont matérialisées par des panneaux d'avertissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet